



www.fnte.cgt.fr

Rentrée 2012

Expression fédérale



**Fédération nationale
des travailleurs de l'État**
263 rue de Paris - Case 541
93515 Montreuil Cedex
01 48 18 86 86

Où est passé le changement annoncé ?

S'il y a un ministère où la politique destructrice menée par Sarkozy continue, c'est bien au ministère de la Défense et au sein des sociétés nationales.

- Poursuite des restructurations, avec la publication fin juillet d'une nouvelle liste d'établissements qui vont fermer et de services et activités qui vont disparaître.
- Poursuite du gel et des blocages des salaires, alors qu'à minima, le ministre de la Défense avait la possibilité de signer un bordereau trimestriel en juillet pour les ouvriers de l'Etat.
- Dégradation des conditions de travail liées aux suppressions d'emplois, et le ministère est une fois de plus le bon élève avec plus de 7000 suppressions d'ores et déjà programmées.
- Management par le stress, car malgré ce que les décideurs peuvent dire, les activités demeurent et ce, avec beaucoup moins de personnels pour les réaliser.

Et pour 2013, les prévisions sont désastreuses si le chef de l'Etat et son gouvernement ne changent pas de politique.

Avec plus de 3 millions de chômeurs, notre pays fonce droit dans le mur.

Ce ne sont pas les perspectives proposées aux jeunes, au travers de contrats précaires, qui vont donner de la croissance et une dynamique à notre pays.

Pour la CGT, il est grand temps que le chef de l'Etat, son gouvernement et le ministre de la Défense prennent conscience de la souffrance dans laquelle se trouvent les salariés et leurs familles.

Il est grand temps aussi, que le chef de l'Etat chef des Armées entende notre proposition d'un **Pôle Public National de Défense** dans une période où certains planchent sur le futur livre blanc et la Loi de Programmation Militaire qui en découlera.

Ce ne sont pas les mesurées, comme la mini baisse des carburants, qui vont redonner du pouvoir d'achat aux citoyens de notre pays.

La politique menée depuis plus de 100 jours, si elle se poursuit continuera de faire le nid du Front National, comme les politiques précédentes.

Cette rentrée doit être porteuse de mesures fortes pour le monde du travail et les privés de ce droit au travail.

Comme nous l'avions dit au moment des élections présidentielles et législatives, ce n'est pas parce que le PS est revenu au pouvoir que nous devons rester les deux pieds dans le même sabot. Bien au contraire, nous avons, au lendemain de ces élections, annoncé que s'il n'y avait pas une réelle mobilisation, nous n'aurions aucune avancée sociale.

Dès à présent, nous devons rassembler les salariés en assemblée générale, sur les lieux de travail afin de construire des initiatives porteuses de réponses aux besoins sociaux.

Une date est d'ores et déjà dans le paysage, ainsi en Europe, 190 organisations syndicales de 39 pays dont les 5 françaises ont décidé d'une semaine d'actions avec un temps fort le 9 octobre prochain, autour de l'industrie et de ses emplois, contre la précarité et le chômage.

Les moyens pour répondre aux revendications existent. Dans notre ministère, comme partout ailleurs. Le budget de la Défense 2012 était supérieur à celui de 2011 et ce avec un nombre de personnels civils et militaires en très forte diminution. Sachant aussi que la moitié des « économies » liées aux suppressions d'emplois devaient être reversées aux agents.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Rien pour les personnels du ministère, ni pour ceux des sociétés nationales, mais beaucoup pour les actionnaires des sociétés privées d'armement et les prestataires de services qui s'accaparent chaque jour nos missions et ce du fait du manque d'effectifs.

Ce que cette gauche critiquait quand elle était dans l'opposition, se poursuit maintenant qu'elle est au pouvoir. Si le pouvoir d'achat des salariés est en berne, les profits du grand capital eux ne connaissent pas la crise.

La CGT exige dans ces premiers jours de septembre :

- **l'arrêt de toutes fermetures de sites, restructurations, réorganisations, externalisations.**
- **l'arrêt de la RGPP nouvelle formule,**
- **un bordereau de salaire, immédiatement pour les ouvriers de l'Etat,**
- **l'ouverture de négociations salariales dans la fonction publique,**
- **l'ouverture de négociations salariales dans les sociétés nationales,**
- **la reprise des recrutements d'ouvriers de l'Etat et le remplacement des personnels fonctionnaires nombre pour nombre afin de reconquérir et de conserver nos missions,**
- **la titularisation de tous les emplois précaires,**
- **une autre politique de Défense et Sécurité, construite sur la base d'un Pôle Public Nationale de Défense**

**Agissons pour ne pas subir !!!!
Le 9 octobre 2012
Tous dans l'action
le changement ne se fera pas tout seul
mais avec et par les personnels !**

Montreuil, le 7 septembre 2012